

UNESCO - PNUD

PROGRAMME GENERAL D'INFORMATION

POLITIQUE GENERALE D'INFORMATION

SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

en

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

---

(texte provisoire)

Rapport de Mission

17 - 27 Juin 1979

par

RAYMOND AUBRAC

CONSULTANT

La présente mission (PNUD - UNESCO) a été faite à la demande du Gouvernement de la République de la Côte d'Ivoire (x).

La requête avait été présentée par le Ministère de la Recherche Scientifique. Monsieur le Président de la République ayant désigné Monsieur le Ministre d'Etat chargé de la Réforme des Sociétés d'Etat pour suivre l'ensemble des problèmes d'Information scientifique et technique, les consultations ont eu lieu auprès du Ministère d'Etat, du Ministère de la Recherche Scientifique, et des autres Départements intéressés.

Le consultant tient à exprimer ses remerciements à Monsieur le Secrétaire Général du Gouvernement, Monsieur le Ministre d'Etat, et toutes les personnalités rencontrées dont la liste est annexée.

Il a reçu tout l'appui de M. le Représentant Résident du PNUD et de ses collaborateurs.

Il exprime aussi ses remerciements à ses collègues du BNIST (Mission française d'Aide et de Coopération) et de la FAO (Mission FAO - PNUD) qui ont bien voulu lui faire part des conclusions de leurs missions en Mars 1979.

(x) projet IVC/75/006/A/01/13

## TABLE DES MATIERES

Résumé des Recommandations .....	3
Introduction .....	4
I Les objectifs .....	6
II Choix d'un système national .....	10
III Structure interministérielle .....	14
organisme de concertation	
organisme d'exécution	
IV Facteurs humains .....	18
statuts des personnels	
formation des personnels	
dispositions transitoires	
V Actions immédiates - Opération Sauvegarde .....	23
VI Coopération internationale, régionale et bilatérale .....	27

## Annexes

Table des annexes .....	31
Sigles et Abréviations .....	47
Bibliographie .....	48

(les chiffres figurant dans le texte entre parenthèses se réfèrent à la Bibliographie)

### RESUME DES RECOMMANDATIONS

Il est recommandé au  
Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire:

- 1) d'établir une structure interministérielle pour élaborer et mettre en oeuvre une politique nationale d'Information scientifique et technique,
- 2) d'établir un statut et d'organiser les filières de formation pour le personnel chargé d'appliquer cette politique,
- 3) d'entreprendre sans délai la "sauvegarde" de la documentation relative à la Côte d'Ivoire,

et pour ces actions, dans la mesure de ses besoins, de demander la coopération:

- du PNUD, de l'UNESCO, de la FAO et des autres agences des Nations Unies,
- de la Mission française d'aide et de coopération, et des autres programmes bilatéraux intéressés.

## INTRODUCTION

Le développement économique, social et culturel ne va pas sans la circulation des flux d'information. Depuis son indépendance, la Côte d'Ivoire connaît dans tous les domaines un des progrès les plus remarquables d'Afrique, donc l'information circule. Pourquoi le Gouvernement se préoccupe-t-il de l'organiser? Pour deux raisons principales.

La première, c'est qu'ayant bénéficié et bénéficiant encore d'une efficace coopération avec le monde extérieur, principalement la France mais aussi d'autres pays et de nombreuses organisations internationales de statut public ou privé, ce pays est doté de nombreux chercheurs et opérateurs économiques qui sont des expatriés temporaires. Bien des conseillers du Gouvernement ont aussi ce statut. Dès lors, et tout naturellement les flux d'information s'établissent souvent entre ces étrangers et leur communauté professionnelle d'origine, qui est extérieure au pays. Mais dans le même temps, et en utilisant aussi cette coopération étrangère, la Côte d'Ivoire forme de plus en plus de cadres nationaux. Tel secteur de la recherche dont l'équipage était entièrement étranger lors de la préparation de l'actuel Plan Quinquennal, compte maintenant 15 à 20 % de chercheurs ivoiriens. L'"ivoirisation", un des objectifs prioritaires du Gouvernement, progresse rapidement dans l'enseignement, dans l'encadrement de l'économie, et bien entendu dans celui des services publics. Le flux d'information ne s'accommode plus de l'exterritorialité, et l'exigence du système national d'information est une conséquence aussi bien qu'une composante de l'ivoirisation.

La seconde raison, c'est simplement l'apparition, pour répondre aux besoins ressentis dans la recherche, la production et l'administration, de nombreux organismes d'information et de documentation. Quelques uns sont efficaces. La plupart sont embryonnaires, mal organisés et surtout très pauvrement dotés en personnel national, car la formation des spécialistes dans ce domaine, assez récente dans beaucoup des pays déjà industrialisés, n'a pas encore été ressentie comme prioritaire. Il en résulte, sans grand résultat pratique, une dispersion, un gaspillage de moyens, et l'absence de la cohérence sans laquelle il ne peut exister d'infrastructure documentaire nationale.

Des situations comparables sont constatées dans de nombreux pays en développement. Plusieurs ont élaboré leur politique dans ce domaine, et la mettent en oeuvre aussi vite que leurs ressources propres et les aides dont ils peuvent disposer le permettent. La prochaine Conférence des Nations Unies sur la contribution de la science et de la technologie pour le développement (Vienne, Août 1979) soulignera et encouragera ces efforts, ainsi que les bénéfices que peuvent tirer les pays en voie de développement de l'échange, entre eux, de leurs informations et plus encore de la participation à l'échange international.

Le Gouvernement de la Côte d'Ivoire, reconnaissant cette nouvelle priorité, peut obtenir rapidement des résultats en mobilisant ses ressources propres, et en faisant appel aux concours extérieurs qui, ici aussi, ne lui feront pas défaut.

Pour contribuer à cette entreprise en utilisant les résultats obtenus par les études déjà faites (x), la présente note examinera d'abord les objectifs qui pourraient être assignés à une politique nationale d'information scientifique et technique. Elle étudiera ensuite comment se présente le choix d'un système national, quelle structure interministérielle permettrait de le mettre en place, quels sont les principaux facteurs humains à prendre en considération. Enfin, puisqu'il faut du temps pour qu'une structure intersectorielle apporte des solutions, et plus de temps encore pour former des hommes, cette note proposera aussi des actions qu'il est possible et souhaitable d'entreprendre rapidement, qui aideront à rassembler les matériaux pour bâtir l'infrastructure nationale, et fourniront sans délais des services aux utilisateurs.

---

(x) voir Bibliographie

## I LES OBJECTIFS

### du Système national d'Information Scientifique et Technique

Le système national d'IST doit avoir les objectifs suivants:

- 1) collecter au fur et à mesure de sa production la documentation scientifique et technique produite en Côte d'Ivoire, ou relative à la Côte d'Ivoire et produite hors du pays,
- 2) traiter cette documentation de manière à pouvoir récupérer, à la demande, les informations qu'elle contient; ceci peut comprendre:
  - a - une sélection des documents suivant des critères à établir,
  - b - une indexation en appliquant un vocabulaire des notions établi en fonction de la nature des documents et des besoins des utilisateurs (par exemple il sera, en Côte d'Ivoire plus détaillé pour le cacao que pour les cerises),
  - c - lorsque c'est possible un résumé de document,
  - d - le stockage du document lui-même en bibliothèque s'il est publié, ou sous forme permettant sa reproduction: photocopie, ou microfilm ou mieux microfiche, car il ne servirait à rien de signaler à l'utilisateur l'existence d'un document s'il ne pouvait pas y avoir accès. (Un traitement particulier devra être appliqué à la documentation jugée confidentielle, en s'attachant à ne pas justifier la rétention documentaire par une prétendue confidentialité),
- 3) collecter la documentation rétrospective qui se trouve sur le territoire de la Côte d'Ivoire ou hors de son territoire, et la soumettre aux opérations indiquées ci-dessus au paragraphe 2. C'est une opération complexe, qui peut exiger pour la documentation située hors du pays un accord des détenteurs étrangers. Mais c'est une opération essentielle qui permet de rassembler et de valoriser le capital de connaissances acquises sur la Côte d'Ivoire. L'expérience faite dans d'autres pays montre que les bénéfices résultant d'une documentation rétrospective bien organisée sont très vite supérieurs au coût de cette opération. D'ailleurs l'essentiel de cette opération se déroule dans un temps limité et peut être effectué avec des moyens spéciaux différents des moyens "de croisière" nécessaires pour ce qui est mentionné ci-dessus aux paragraphes 1 et 2 (voir ci-après V page 23)

4) organiser la liaison entre les organismes documentaires de la Côte d'Ivoire et les bases de données et réseaux d'information extérieurs au pays, soit nationaux (bases de données en France ou aux Etats Unis ou dans les pays africains voisins ayant à résoudre des problèmes semblables à la Côte d'Ivoire), soit régionaux par exemple bases de données africaines, soit internationaux, par exemple système AGRIS. Cette liaison aura pour premier objet de faire bénéficier la Côte d'Ivoire des informations qui lui sont nécessaires ou simplement qui peuvent lui être utiles. Elle aura aussi pour objet de faire contribuer la Côte d'Ivoire aux bases de données et systèmes d'information internationaux ou régionaux.

La liaison de la Côte d'Ivoire avec les systèmes documentaires extérieurs est un outil de base dans l'application de la science et la technologie au développement du pays, ainsi que dans les choix et adaptations de la technologie.

5) assurer la circulation de l'information vers les différentes catégories d'utilisateurs potentiels. Ceci suppose une double série d'actions:

a - l'information stockée dans des fichiers signalétiques, des bibliothèques et des collections de microfiches est immobile. Pour la mobiliser on peut supposer que dans quelques années la Côte d'Ivoire, comme beaucoup de pays, fera appel à la télématique, c'est-à-dire à la combinaison de l'informatique documentaire avec les télécommunications, grâce à des ordinateurs reliés entre eux et à des terminaux. Quelques expériences en Côte d'Ivoire vont déjà dans cette voie: EECI ou informatisation du Journal Officiel entreprise par les Archives Nationales. En attendant que ces méthodes, ou celles qui seront disponibles alors soient généralisées, il faut avoir recours à la préparation des documents dits de "littérature secondaire" c'est-à-dire:

- des bibliographies
- des index généraux ou sélectifs
- des résumés analytiques ou synthétiques qui sont mis à la disposition des utilisateurs. Ceux-ci auront aussi



besoin de recevoir les copies de "littérature primaire" sous forme de microfiches: dans ce cas ils devront disposer de lecteurs de microfiches (appareils peu coûteux: à partir de \$ 200) ou de photocopies.

b - l'information nationale ou extérieure n'est vraiment utilisée que si ses utilisateurs potentiels sont avertis de son existence, et savent en tirer profit. On constate parfois un délai assez long entre la période où un pays met en place son infrastructure documentaire, et celle où cet investissement est valorisé, faute de l'effort de promotion et de formation qui est indispensable. C'est donc l'objectif qui doit être assigné aux responsables de l'IST, et qui comporte:

- la promotion auprès des utilisateurs spécialisés: décideurs de l'économie dans les secteurs publics et privés, chercheurs et techniciens, etc... et leur formation pour utiliser les moyens,
- la promotion et la formation des étudiants dans l'Université et les Ecoles Spécialisées,
- l'information du grand public (presse, radio, télévision, expositions).

6) assurer la reconditionnement de l'information pour la rendre assimilable.

L'accès aux documents primaires ne convient qu'à certaines catégories — importantes mais restreintes — d'utilisateurs: chercheurs, étudiants de l'enseignement supérieur, techniciens très spécialisés. Les autres ont besoin, dans la plupart des cas, d'être guidés et aidés pour obtenir l'information dont ils ont besoin. Il appartient donc aux responsables de l'IST, en liaison avec les spécialistes de chaque domaine, d'organiser cet accès qui peut prendre des formes diverses:

- bibliographies sélectives,
- services d'orientation,
- synthèses, études spécifiques, etc...

Comme les objectifs mentionnés au paragraphe 5, ceux-ci ne peuvent être atteints que si les services d'IST adoptent une attitude active, et ne se contentent pas d'attendre passivement le "client". Lorsque le Plan Quinquennal de Développement Economique Social et Culturel du pays a fixé des priorités, les responsables de l'IST doivent prendre l'initiative de préparer, dans les formes mentionnées ci-dessus, les moyens d'information tirés des bases de données nationales et extérieures qui seront nécessaires et utiles aux opérateurs économiques, sociaux et culturels du secteur public et du secteur privé.

## II CHOIX D'UN SYSTEME NATIONAL

L'infrastructure documentaire d'un pays peut être conçue sous deux formes: une organisation centralisée, Centre National de Documentation Scientifique et Technique, ou un système décentralisé mais coordonné.

Le choix entre ces deux solutions doit être particulièrement attentif, surtout dans un cas comme celui de la Côte d'Ivoire. En effet le Plan Quinquennal de Développement Economique Social et Culturel 1975/1980 prévoit la création d'un CNDST, sous une responsabilité du Ministère de la Recherche Scientifique en liaison avec les principaux départements ministériels intéressés (Plan, Agriculture, Education, Construction et Urbanisme). (cf. Plan Quinquennal, pp. 421 - 422 reproduit en Annexe). Cependant différents Départements ministériels ont commencé à établir leur infrastructure, et dans la période toute récente deux missions d'experts ont examiné ce problème:

- Mission du Bureau National de l'Information Scientifique et Technique, organisée par le Ministère de la Coopération de la France -- Mlle. V. de Rohan Chabot et M. J. Senegas - Mars 1979 (mission demandée conjointement par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan et par le Ministère de la Recherche Scientifique) (5)
- Mission de la FAO - Dr. E. Samaha - Mars 1979 (mission organisée par le PNUD et la FAO à la demande du Ministère de l'Agriculture) (4)

La première mission, qui faisait suite à un voyage d'étude effectué en 1977 pour le BNIST par Mme. M.F. Morin et M. R. Aubrac (3), examinait le problème général de l'IST en Côte d'Ivoire. La seconde mission examinait le problème spécial de l'IST dans le domaine de l'Agriculture.

La mission du BNIST, après avoir examiné sinon la totalité, du moins les principaux des organismes chargés de l'Information Scientifique et Technique en Côte d'Ivoire suggère que la situation actuelle

rend difficile la mise en place d'un centre national de documentation, mais appelle celle d'une "Structure de l'information scientifique et technique et économique en Côte d'Ivoire (qui) doit obligatoirement faire l'objet d'une décision politique au plus haut niveau (Conseil des Ministres, Secrétariat général du Gouvernement), "devrait être créée une structure interministérielle chargée de la définition de la politique nationale de l'IST en Côte d'Ivoire et de coordonner les actions et de gérer des moyens communs" (5).

La mission de la FAO, ayant étudié la situation dans le Ministère de l'Agriculture et les organismes qui lui sont rattachés, formule une série de recommandations et conclut "l'action du Ministère resterait de portée limitée si elle ne s'inscrit pas dans le cadre d'une politique nationale d'information scientifique et technique, à l'application de laquelle coopéreront tous les organismes concernés dans le pays. Une telle politique devra considérer en priorité les statuts, les traitements et la formation du personnel" (4).

A la suite de ces récentes missions, dont les rapports officiels n'avaient pas encore été communiqués au Gouvernement au moment de la présente mission, mais dont les conclusions générales ont été exposées par les experts aux autorités intéressées, le Président de la République a confié au Ministre d'Etat chargé de la Réforme des Sociétés d'Etat la tâche d'établir la synthèse des études faites et de coordonner l'élaboration de la politique en matière d'I.S.T.

Il est significatif de noter qu'en vue d'étudier les différents problèmes que posent les applications des Sciences de l'informatique dans le pays, le Président de la République a demandé récemment (circulaire n° 402 PR/SG. cf du 16 Juin 1979 aux membres du Gouvernement) à M. le Ministre d'Etat chargé de la Réforme des Sociétés d'Etat de lui proposer la création d'une commission interministérielle qui devra notamment examiner "les notions de compatibilité des matériels et de détermination des logiciels et des données" (Annexe).

On peut constater que le Gouvernement de la Côte d'Ivoire a pris conscience de l'importance de l'information scientifique et technique, comme de l'information économique, et a reconnu qu'il intéresse un large éventail des activités du Pays.

Faut-il renoncer à la création du CNDST prévu au Plan et s'orienter, suivant les indications fournies par les experts cités, vers une structure de système ou de réseau coordonné? Il semble que ce soit la meilleure solution pour quelques raisons qu'il est utile d'examiner:

Lorsqu'il n'existe aucune institution documentaire dans un pays, la création d'un Centre National présente l'avantage de concentrer les ressources en équipement et en personnel et d'obtenir plus rapidement des résultats qui ne sont sensibles aux utilisateurs qu'à partir d'une certaine dimension (constitution de la base des données nationale). Au contraire si, comme c'est le cas en Côte d'Ivoire, il existe déjà un nombre important de centres (voir en Annexe la liste des centres identifiés par les missions BNIST et FAO), confier une mission centrale à l'un d'eux risque de créer des problèmes chez les autres.

Les services qu'on attend de l'infrastructure documentaire exigent toujours une proximité des utilisateurs, et une collaboration avec les spécialistes de chaque discipline, ce qui conduit à préférer un système de réseau où chaque famille d'utilisateurs trouve, près de son lieu de travail ou de son organisme de tutelle, un centre organisé pour répondre à ses besoins et auquel collaborent des spécialistes appartenant à la même communauté professionnelle.

Lorsqu'un pays a choisi de créer un Centre National disposant de l'essentiel des moyens, ou constate après quelques années qu'il devient nécessaire, pour servir les utilisateurs et valoriser les efforts consentis, de le décentraliser ou de le déconcentrer afin de rapprocher les travaux d'entrée et les produits documentaires, de leurs utilisateurs, qui sont souvent aussi les producteurs d'information.

Même si les Centres de documentation de Côte d'Ivoire à l'exception de deux d'entre eux (Archives et EECI) ne sont pas informatisés, on peut supposer que plusieurs utiliseront les techniques informatiques et dès lors, si les normes indispensables ont été préparées et respectées, la communication entre Centres sera facile et chacun pourra bénéficier des résultats des travaux des autres, constituant ainsi un véritable réseau avec ses communications.

Enfin il n'est pas absurde d'espérer que la diversification des sous-systèmes documentaires crée un contexte propice à la recherche et à l'innovation et offre de meilleures perspectives de carrière aux professionnels qui se consacreront aux techniques de l'information scientifique.

Ainsi il y a quelques années, la situation en Côte d'Ivoire justifiait peut-être la proposition de création d'un CNDST. Les difficultés qui ont entravé sa mise en place (en particulier les problèmes de personnel), l'évolution des techniques documentaires et surtout le nombre important des initiatives prises, justifient les conclusions indiquées par les experts de la FAO et du BNIST, et permettent d'espérer des résultats positifs dans la voie que semblent suggérer les récentes entreprises du Gouvernement en matière d'Informatique et d'Information statistique et économique, c'est-à-dire celle d'une action interministérielle.

La politique qui consiste à créer un système national, ou un réseau national d'IST exige en effet, pour éviter les doubles emplois, la dispersion des moyens, l'incompatibilité des produits, la mise en place d'une structure interministérielle. Cette structure doit être située à un niveau suffisamment élevé dans la hiérarchie de l'Etat pour dominer les dangereux cloisonnements de l'administration.

### III STRUCTURE INTERMINISTERIELLE

La cohérence du système national d'Information scientifique et technique exige que des dispositions soient prises pour éviter les doubles emplois, ou pour éviter des lacunes. Elle exige également que des dispositions soient prises pour que les différents éléments du système puissent échanger leur informations et pour que les utilisateurs soient servis par des méthodes aussi simples et unifiées que possible. Elle appelle enfin une concertation pour le choix et la mise en oeuvre des moyens de l'informatique.

Tout en acceptant le concept de la pluralité des éléments, dicté par l'analyse de la situation actuelle et surtout par le souci de rapprocher chacun des éléments du réseau de ses utilisateurs, certains outils communs devraient être élaborés pour servir l'ensemble du système. Il en est ainsi par exemple des vocabulaires d'indexation, qui devront désigner les mêmes notions par le même descripteur. Il peut aussi être utile de disposer d'un atelier commun de reprographie pour servir les centres qui n'auraient pas les moyens ni le besoin d'être dotés d'un atelier entièrement équipé.

Il est donc nécessaire qu'une instance de concertation soit chargée de préparer les décisions nécessaires, et qu'un organisme d'exécution ait les moyens d'assurer l'application de ces décisions.

Ceci n'implique pas que les départements ministériels soient déchargés de leurs tâches ou dépourvus de leurs moyens budgétaires. Les centres ou services de documentation qui existent ou qui existeront au sein des administrations publiques ou des institutions du secteur para public resteront sous l'autorité des Ministres dont ils dépendent, et ceux-ci continueront de prévoir dans leur budgets les dotations dont ils auront besoin.

### Organisme de concertation

On propose de créer un organisme où siégeront les représentants des départements ministériels intéressés, avec des représentants des activités politiques, économiques, sociales et culturelles, créatrices et utilisatrices d'Information (Parlement, Université, Chambres consulaires), et quelques personnalités dont la participation serait utile. La dénomination de cet organisme sera conforme à la terminologie en usage dans l'Etat. Il s'agit d'un Conseil National plutôt que d'un Comité Interministériel. Une dénomination telle que "Conseil National de Coordination de l'Information Scientifique et Technique" reflèterait l'intention de cette proposition.

Il est souhaitable que ce Conseil soit convoqué et présidé au plus haut niveau. Il pourrait donc être présidé par M. le Président de la République, qui délèguerait son autorité à M. le Ministre d'Etat chargé de la Réforme des Sociétés d'Etat. Ces dispositions assureraient l'autorité du Conseil sans alourdir les tâches incombant à la Présidence de la République.

Une autre solution consisterait à utiliser comme cadre interministériel la Commission que M. le Président de la République, par le circulaire du 16 Juin 1979 (402 PR/SG) (Annexe) a demandé à M. le Ministre chargé de la Réforme des Sociétés d'Etat de lui proposer pour élaborer la politique Informatique. Le Comité ou le Conseil chargé de l'I.S.T. pourrait être considéré comme une sous-commission de la Commission Informatique. Cette solution permettrait d'éviter la multiplication des organismes de concertation gouvernementale dans des domaines voisins. Il faut toutefois noter que si l'IST fait déjà en Côte d'Ivoire usage de l'Informatique, et le fera plus encore dans un proche avenir, beaucoup d'actions documentaires sont et continueront d'être obtenues par des moyens traditionnels. Si donc cette solution était adoptée, la sous commission devra aussi examiner les problèmes de l'IST qui ne sont pas liés aux problèmes d'Informatique.



Les missions confiées au Conseil pourraient être définies comme suit:

- Etudier et proposer au Gouvernement les orientations d'une politique nationale d'IST,
- Coordonner l'action des organismes nationaux traitant l'IST,
- Proposer les études et travaux d'intérêt commun et en surveiller d'exécution,
- Faire établir et publier un rapport annuel sur les résultats obtenus et les objectifs fixés pour les années suivantes.

#### Organisme d'exécution

Le secrétariat permanent du Conseil National serait assuré par un organisme qui aurait en outre pour tâches de:

- a - promouvoir les actions d'intérêt commun concourrant au développement de l'IST, et à la création d'un système national normalisé,
- b - veiller à la compatibilité des choix en informatique documentaire, dans les domaines des méthodes, du matériel, des logiciels, des télécommunications,
- c - apporter son concours aux filières de formation,
- d - assurer avec les organismes intéressés la cohérence du réseau national avec les réseaux régionaux et internationaux,
- e - participer, avec les organismes intéressés, à la promotion de l'usage de l'IST dans les milieux spécialisés et auprès du public,
- f - apporter une aide aux éléments du réseau national pour leur permettre des actions spécifiques non prévues dans leur budget normal,
- g - représenter la Côte d'Ivoire dans les réunions internationales relatives à l'IST.

La dénomination de cet organisme pourrait être "Bureau national d'information scientifique et technique" (c'est la dénomination d'un organisme semblable existant en France) ou "Secrétariat permanent du Conseil National de l'Information scientifique et technique".

Il devrait être dirigé par un haut fonctionnaire ivoirien, ayant exercé des fonctions de responsabilité au niveau de la décision dans la recherche ou la production ou la gestion financière ou administrative. Cette personnalité devrait être au courant des orientations de la politique économique, sociale et culturelle de la Côte d'Ivoire, et, convaincue de la valeur de l'IST pour le développement du pays, en être le promoteur efficace. Il serait préférable qu'il soit au courant des technologies documentaires, sinon il devrait être prêt à l'effort nécessaire pour s'initier. Une connaissance de la langue anglaise serait utile pour les contacts internationaux.

Le personnel permanent pourrait être limité à un ou deux spécialistes des systèmes d'information, un agent chargé des relations extérieures et un agent administratif, avec le secrétariat nécessaire.

Le rapport de la mission du BNIST (5) fournit des indications utiles sur les tâches et la composition de l'organisme chargé de la coordination, ainsi que sur l'organisation d'un centre de traitement de l'information.

#### IV LES FACTEURS HUMAINS

Les directives d'un Gouvernement sont appliquées par des hommes. Dès lors que le Gouvernement de la Côte d'Ivoire élaborera une politique nationale d'IST, il devra créer les conditions pour qu'existe un personnel spécialisé qui applique cette politique, et ce sera probablement un des premiers problèmes que l'instance interministérielle devra étudier. Sans l'existence de documentalistes ivoiriens, il n'y aura pas de système national.

Pour tenter de faire le point sur la situation présente, les missions de la FAO et du BNIST ont rassemblé beaucoup d'informations et elles ont formulé des propositions. Ces missions ont toutes deux eu lieu en Mars 1979. Le 17 Mai 1979 se tenait à Abidjan le 1er Congrès de l'ADBAMCI, Association des Documentalistes, Bibliothécaires, Archivistes et Muséographes de Côte d'Ivoire.

Les rapports de ces missions (4, 5) et les résolutions adoptées par le Congrès (7) fournissent d'utiles éléments de réflexion.

On constate d'abord la faiblesse quantitative et qualitative des agents spécialisés travaillant pour les Administrations. Il existe à ceci plusieurs causes:

- tandis que les bibliothécaires et les archivistes ont un statut dans la fonction publique, il n'en est pas de même des documentalistes (sur l'ambiguïté de ce terme, le rapport de la mission BNIST est intéressant) (x)
- il n'existe pas en Côte d'Ivoire de filière de formation pour les documentalistes.
- les ivoiriens disposent d'un contingent d'étudiants à l'EBAD: Ecole des bibliothécaires, archivistes

---

(x) le Maroc a choisi l'expression "informatiste"

et documentalistes de l'Université de Dakar. Cette Ecole reçoit des bacheliers et fournit une formation de deux ans. En matière de documentation, cette formation permet d'assumer les tâches de catalogage. Il n'est pas certain qu'elle soit suffisante pour assurer une bonne qualité d'analyse et d'indexation (voir le rapport de la mission BNIST). En tous cas elle est certainement insuffisante pour former les spécialistes capables de mettre en oeuvre les méthodes modernes de documentation informatisée. Pourtant la Côte d'Ivoire qui dispose d'un contingent de 12 étudiants par an (4 dans chacune des 3 sections Archives, Bibliothèques, Documentation) ne remplit pas ce contingent: en 1979 elle a fourni seulement 9 étudiants.

- les ivoiriens qui ont suivi les cours de l'EBAD ne restent généralement pas dans l'administration. Ils se voient offrir de meilleures situations dans le secteur parapublic ou dans le secteur privé (il semble que le traitement offert par l'Administration soit d'environ 80.000 FCFA par mois tandis que les autres secteurs offrent 200.000 ECFA ou plus)
- on trouve dans les services de documentation de l'Administration nombre d'agents sans qualification (voir le rapport de la mission FAO - 4)

Il résulte de cette situation que des Ministères comme la Recherche Scientifique ou l'Agriculture n'ont pas pu, depuis plusieurs années, créer les centres de documentation qui figuraient à leur programme. Avec les moyens dont ils disposaient ils n'ont entrepris que des tâches de routine, dans de mauvaises conditions, et sans pouvoir fournir les services espérés. Le premier de ces deux Ministères a bénéficié des services de plusieurs experts de la coopération bilatérale ou internationale. Faute de pouvoir travailler avec des homologues nationaux ces experts ont été découragés.

Dans la plupart des cas les organismes du Secteur parapublic qui ont mis sur pieds des centres de documentation l'ont fait avec des agents ivoiriens mieux payés que ceux de l'administration, et surtout avec des expatriés dont beaucoup d'épouses de coopérants ou de techniciens étrangers du secteur privé.

L'organisme interministériel qui sera chargé d'étudier les problèmes d'IST pourrait donc examiner trois catégories de questions:

a) Statuts des personnels de l'IST

Les agents responsables des différents éléments du système national n'ont pas besoin d'être titulaires de diplômes de documentation. Il vaut mieux dans bien des cas (voir le rapport de la mission BNIST - 5) qu'ils soient des scientifiques, ou des ingénieurs, ou encore des administrateurs, à qui sera donné sous forme de stages et/ou de voyages d'études l'occasion de faire connaissance avec les problèmes de l'IST. Il est possible que leur recrutement en fonction de leur niveau universitaire permette de leur assurer une situation convenable.

Les agents d'exécution, chargés des tâches de catalogage, de stockage, de reprographie, peut-être d'analyse et d'indexage si on ne peut recruter des agents à formation scientifique pour ces tâches, devraient recevoir un traitement suffisant pour les retenir dans la Fonction Publique. C'est une condition sine qua non de réussite de toute politique nationale dans ce domaine. (On pourrait envisager de leur donner un statut semblable à celui des enseignants ou des chercheurs - l'assimilation ne serait pas abusive).

b) Formation des personnels de l'IST

Le Congrès de l'ADBAMCI recommande la création d'un Institut National des Sciences et Techniques de l'Information et de la Documentation (INSTID) qui comporterait trois cycles:

- un cycle supérieur de très haut niveau formerait le personnel scientifique
- un cycle moyen supérieur formerait les assistants du personnel scientifique
- un cycle moyen formerait les techniciens supérieurs.

Enfin un Ecole pratique d'Archivistique, Bibliothéconomie et Documentation fonctionnant sous contrôle de l'INSTID.

Ces recommandations sont basées sur les résultats d'un séminaire qui a procédé à une étude approfondie des besoins de formation dans les professions regroupées par l'ADBAMCI (7) (voir en Annexe les résolutions du Congrès).

Avant de prendre une décision sur l'opportunité de créer l'INSTID, le Gouvernement aura probablement besoin d'une estimation des effectifs de professionnels des différents niveaux qu'il est nécessaire de former pour faire face aux besoins actuels, et du nombre de diplômés qui seront nécessaires chaque année.

Qu'il s'agisse de créer l'INSTID, d'utiliser les filières de formation existantes, ou de créer à l'Université d'Abidjan l'enseignement nécessaire, la Côte d'Ivoire peut si elle le juge utile faire appel aux programmes de coopération internationale (PNUD, UNESCO, FAO, ONUDI) ou bilatérale (France, Canada, Belgique, USA, etc ...)

Le succès d'une politique de formation est naturellement lié aux statuts et aux carrières qui sont offerts à ceux qui bénéficient de cette formation.

#### c) Dispositions transitoires

Sauf pour le personnel de haut niveau, qui peut être choisi parmi les scientifiques, les ingénieurs ou les administrateurs bénéficiant d'un complément de formation de quelques mois, la formation du personnel est une entreprise de longue haleine: il faudra au mieux trois ou quatre ans avant que les équipages ne soient constitués.

Dans certains secteurs prioritaires tels que la Recherche Scientifique ou l'Agriculture, ce délai peut à juste titre être considéré comme trop long.

La Côte d'Ivoire a construit de nombreux immeubles avant d'avoir beaucoup d'architectes, de nombreuses usines avant d'avoir beaucoup d'ingénieurs. Ne peut-elle commencer à mettre en place un système moderne d'IST avant d'avoir formé tous ses documentalistes?

Les Ministères intéressés peuvent trouver des solutions provisoires, grâce aux organismes de recherche ou de développement qu'ils ont sous leur tutelle. Par exemple le Ministère de l'Agriculture pourrait faire appel à la Caisse de Stabilisation, le Ministère de la Recherche Scientifique aux Instituts du GERDAT pour les aider à créer les outils dont ils ont besoin. Ceci se ferait naturellement sur une base contractuelle, et pour une période limitée. Cette proposition est développée au chapitre suivant.

## V ACTIONS IMMEDIATES : OPERATION SAUVEGARDE

Les rapports des missions du BNIST et de la FAO, et en particulier ce dernier, comme les constations faites en 1977 observent qu'une partie importante de la documentation scientifique et technique du pays est dispersée entre des organismes divers, qu'une grande partie est sous forme de rapports non publiés, et qu'elle est actuellement très difficile à récupérer. Les chercheurs et les opérateurs du développement économique et social confirment cette situation. Ils déplorent que leurs travaux, ou les études qu'ils ont fait exécuter, ne soient pas "engrangés" pour être utilisés par tous ceux qui pourront les exploiter dans l'avenir. Ils déplorent encore plus que les travaux de leurs prédécesseurs ne soient pas à leur disposition.

Depuis des années, et même depuis des décades, des études ont été faites sur les ressources naturelles du pays, sur sa cartographie, sur les sols de la Côte d'Ivoire, sur les inventaires forestiers, sur la production végétale et animale. Il en est de même dans les secteurs du développement social et culturel: études sur l'histoire, les échanges économiques, les langues, les traditions.

Même les chercheurs et les opérateurs expatriés, qui pourtant disposent de leurs propres sources d'informations dans leurs communautés professionnelles d'origine se plaignent de la situation décrite plus haut.

Les chercheurs et les opérateurs ivoiriens, qui sont heureusement de plus en plus nombreux grâce aux efforts de formation et aux premiers résultats de la politique d'ivoirisation du gouvernement sont naturellement encore plus démunis que leurs collègues étrangers.

(Certaines sociétés d'études peuvent au contraire s'accommoder de cette situation.)



On propose donc d'entreprendre dès maintenant la Sauvegarde des documents contenant ces informations, sous une forme qui enrichira les bases documentaires, matière première du futur système national, et qui permettra une utilisation rapide au fur et à mesure que cette opération se déroulera.

Techniquement, il s'agit de repérer les différents "dépôts" de documents à exploiter. En dehors des fonds documentaires déjà constitués, qui ne sont pas prioritaires puisque leurs documents ne sont pas en péril de dispersion ou de destruction, et sont au moins théoriquement disponibles, il s'agit de services administratifs, des laboratoires, des organismes de recherche, des instituts d'études, des sociétés de développement, peut-être de certains secteurs de l'Université, également d'archives de sociétés privées ou d'individus. Les documents resteront la propriété de leurs détenteurs.

Les documents ainsi repérés sont microfilmés en 16 mm avec un matériel simple qui peut être portatif. Les microfilms sont découpés et mis sous "jaquettes" et permettent de créer des microfiches, qui sont dès lors reproductibles.

Chaque document doit recevoir un n° d'accession pour l'identifier, et être sommairement indexé. Le rapport de la mission FAO (4) propose d'utiliser dans le domaine agricole la classification d'AGRIS, auxquelles il sera utile d'ajouter une classification géographique ivoirienne. Ceci est valable pour la documentation relative à la recherche agronomique, l'agriculture et les industries qui lui sont liées. Dans d'autres secteurs prioritaires la classification sommaire pourra être fournie par exemple par l'ONUDI pour l'industrie, par le Macrothésaurus de l'OCDE pour le vocabulaire de développement social. Ces classifications présentent l'avantage, outre le fait d'être utilisées dans les systèmes documentaires des organisations internationales, d'assurer entre elles un large degré de compatibilité.

Lorsque les microfiches ont été ainsi créées, on peut faire connaître l'existence et la disponibilité

des documents soit en préparant des répertoires avec index soit tout simplement en constituant ces répertoires par reproduction des pages de titres et des tables des matières des documents, ainsi que des résumés lorsqu'il en existe (6).

Ces opérations nécessitent un matériel léger (caméras de 16 mm avec dispositif d'éclairage) et un personnel technique -- photographes -- qui n'est pas difficile à recruter et à former. Les opérations de mise sous jaquette, production de microfiches, préparation et impression de répertoires peuvent être faites sous contrat par des établissements ivoiriens, y compris les Archives Nationales qui disposent du matériel requis.

On propose que l'opération "Sauvegarde" soit entreprise dans quelques secteurs choisis pour leur priorité dans le développement, et pour l'importance et la dispersion de leur documentation non publiée, par exemple: Recherche, Agriculture, Industrie.

On pourrait envisager de confier l'ensemble de l'Opération Sauvegarde à un organisme d'exécution, du secteur parapublic ou même du secteur privé.

Il semble préférable, notamment pour faciliter la collecte des documents qui nécessitera des instructions impératives de la part des responsables des Départements ministériels pour faire "ouvrir les portes" des différents dépôts, de recommander que ces opérations se déroulent simultanément et parallèlement dans chacun des secteurs prioritaires, et sous la responsabilité des Ministres qui en sont chargés.

Il faudra une concertation préalable pour définir les formats, les matériels, les classifications et aboutir à la constitution des éléments d'un fonds national de documentation, qui se trouvera créée par une collection de microfiches ou bien centralisée, ou bien décentralisée dans les centres de documentation spécialisés.

Mais dans l'état actuel des choses, les Ministères n'ont pas les moyens de procéder à ces opérations.

On propose donc que chacun d'entre eux s'adresse à l'une des institutions qui sont sous sa tutelle, et qui disposent elles de moyens financiers et des procédures qui leur permettent d'agir.

Ainsi le Ministère de la Recherche Scientifique pourrait-il par exemple, pour ce qui le concerne, confier cette tâche au GERDAT qui représente le plus important groupement d'institutions de recherches sous sa tutelle (l'ORSTOM pourrait aussi être envisagé). L'organisme choisi procéderait à cette opération pour le compte du Ministère et par contrat.

Le Ministère de l'Agriculture a sous sa tutelle un organisme financier: la Caisse de Stabilisation, et des organismes techniques tels que le BETPA. Il pourrait donc, avec l'aide de ces institutions, faire entreprendre cette collecte des documents qui sont particulièrement nombreux, dispersés et précieux dans les domaines de sa compétence.

Le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan qui s'occupe spécialement des problèmes d'industrialisation, pourrait faire appel à l'OPEI et/ou au BDI. Les techniciens fournis par la coopération bilatérale et les experts étrangers sous statut PNUD/ONUDI pourraient utilement contribuer à la collecte des documents relatifs à l'industrie.

Dès que l'"Opération Sauvegarde" serait décidée, il conviendrait non seulement d'en fixer les normes applicables pour tous les secteurs concernés, mais aussi de déterminer les produits et les services qui seront fournis.

## VI COOPERATION INTERNATIONALE, REGIONALE ET BILATERALE

Le système national d'information scientifique et technique de la Côte d'Ivoire, coordonné par une structure intersectorielle telle que celle qui a été proposée, peut en quelques années devenir un atout non négligeable du développement du pays. Il est nécessaire à la promotion de la recherche, et plus encore à l'"ivoirisation" des cadres publics et privés.

Sa création est subordonnée à la formation d'une nouvelle famille professionnelle qui n'a pas besoin d'être très nombreuse, mais qui doit être dotée du statut convenable et bénéficier d'une formation spécifique.

Ce système sera constitué par les éléments qui existent déjà (Annexe), dont certains pourront être groupés, et par d'autres dont la création sera reconnue nécessaire.

La création de la base de données nationale, et surtout ses liaisons extérieures, seront facilitées par l'applications de normes et de méthodes acceptés au plan international.

La Côte d'Ivoire, pour obtenir ces résultats, pourra bénéficier dans une grande mesure de sa participation, déjà établie, au Programme Général d'Information de l'UNESCO et en particulier au programme UNISIST (Comité national ivoirien pour l'UNISIST). Ce programme fournit en effet un cadre conceptuel pour la coordination interne et pour la coopération internationale dans les domaines de l'information (1). Créé en 1973, il a tenu en Mai 1979 sa seconde Conférence internationale, UNISIST II, qui a mis un accent particulier sur les applications de l'information au développement économique, social et culturel des pays en voie de développement (10).

## Coopération internationale

La Côte d'Ivoire participe déjà, au moins en principe, à quelques uns des systèmes d'information qui ont été développés dans la famille des Nations Unies (Annexe). Elle ne participe pas encore à tous ceux qui pourraient lui être utiles, en particulier ceux des domaines de l'agriculture et de l'environnement. Ces systèmes et ces services, organisés à l'initiative et sous le contrôle intergouvernementaux sont d'importances et, disons le, de qualités diverses. Ils ont le mérite unique d'être aussi objectifs qu'on peut l'être, dans la situation présente du monde, dans la collecte et la dissémination des informations, et bien des pays en développement commencent à en tirer d'importants bénéfices, tout en participant à leur universalité (9). Beaucoup de ces systèmes sont organisés, à commencer par le programme UNISIST, pour apporter aux pays en développement outre les informations spécifique dont ils ont la responsabilité, une aide particulière en matière de formation de personnel, et d'application des techniques modernes de traitement et de communication de la documentation. Cette aide peut-être mobilisée soit par le recours aux Agences internationales qui en ont la responsabilité (dans la mesure de leurs moyens) soit par le PNUD dont la Côte d'Ivoire a déjà su largement tirer parti.

Lorsque la structure interministérielle sera établié, elle pourra utilement organiser aussi sa participation aux organisations internationales non gouvernementales qui sont actives dans la coopération professionnelle de l'Information, en particulier:

- Conseil international des unions scientifiques,
- Conseil international des archives,
- Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques,
- Fédération internationale de documentation.

### Coopération régionale

La coopération technique entre pays en développement, et en particulier entre ceux qui ont à résoudre des problèmes semblables, commence à fournir des résultats appréciables. Si l'Afrique, pour des raisons historiques, est dans cette voie moins avancée qu'un continent comme l'Amérique latine, elle a jeté les bases de cette forme de coopération, en particulier lors de la Conférence CASTAFRICA en 1974, et dans le cadre de la Commission Economique pour l'Afrique, qui siège à Addis Abeba.

On peut signaler, dans cet ordre d'actions, le système d'information de l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest, à Monrovia, le système en création sous l'égide du Comité d'Etudes démographiques en Afrique à Accra, et le système d'information en cours d'établissement à la Commission Economique pour l'Afrique. Des groupements sous-régionaux organisent aussi des échanges d'information dans des domaines prioritaires, par exemple le Conseil de l'Entente, pour le développement des petites et moyennes industries.

### Coopération bilatérale

La Côte d'Ivoire bénéficie de programmes de coopération avec de nombreux pays. Le plus important est avec la France, mais d'autres pays, comme la République Fédérale d'Allemagne, les USA, le Canada peuvent être amenés à s'intéresser à l'élaboration d'une infrastructure documentaire nationale ivoirienne. Il en est de même des Communautés économiques européennes avec lesquelles le pays entretient des relations économiques et technologiques. Tous ces pays peuvent aider la Côte d'Ivoire à organiser les liaisons avec les importantes bases de données, ou avec les réseaux de distribution qu'ils ont établis.

En raison de ses relations particulières avec la France, dès que la Côte d'Ivoire aura dressé les grandes lignes de sa politique documentaire, elle pourra étudier avec la Mission d'aide et de coopération l'organisation d'actions spécifiques portant sur

- la formation des personnels,
- les choix méthodologiques,
- l'accès aux bases de données françaises,
- le transfert de documents, ou copies de documents,

et bien d'autres problèmes, parmi lesquels il est intéressant de signaler celui de l'organisation des communications entre les bases de données et leurs utilisateurs, pour lequel la France a acquis une expérience utile par la création des Agences régionales d'information scientifique et technique (ARIST).

Il est prématuré à ce stade de réflexion de chercher à définir avec plus de précision comment chacune de ces aides potentielles pourra être mobilisée. Ce sera la tâche du Gouvernement sur les propositions qui lui seront faites par les organismes de concertation et de coordination qu'il aura mis en place.

On peut prévoir, en raison de la politique de large ouverture et de coopération que pratique le Gouvernement ivoirien, que les appuis utiles au niveau international ou bilatéral ne feront pas défaut, et que la Côte d'Ivoire, essentiellement grâce à ses propres efforts, sera en quelques années dotée des outils dont elle a besoin.

TABLE DES ANNEXESpages

I	Personnalités rencontrées	32
II	Circulaire présidentielle (Commission Informatique)	34
III	Organismes ivoiriens ayant créé ou envisagé de créer un Centre ou un Service d'information	36
IV	Extrait du Plan Quinquennal 1976 - 1980	37
V	Pays d'Afrique (au sud du Sahara) participant aux Systèmes d'information des Nations Unies	39
VI	Premier Congrès de l'ADBAMCI - Résolutions (projet)	40



## PERSONNALITES RENCONTREES

Présidence de la République

M. Belkiri                      Secrétaire Général du Gouvernement

## Ministère d'Etat chargé de la Réforme des Sociétés d'Etat

M. Ekra	Ministre d'Etat
M. Djadan	Chef de Cabinet
M. Labadie	Conseiller technique
M. Fragonard	Conseiller technique

Ministère de la Recherche Scientifique

M. Leroux	Directeur du Cabinet
M. Boni	Chef du Cabinet
M. Anibie	Directeur de la Documentation
Mlle. Pillet	Documentaliste

## Ministère de l'Agriculture

M. Zaourou	Directeur des Relations publiques et de la Documentation
M. Kouassi	Directeur de la Documentation
M. Charles François	Conseiller Technique

## Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

M. J.Y. Clavel                    Conseiller technique au Cabinet  
M. Lory                              Chef du Service de documentation

## Ministère de l'Education Nationale

M. Broadhurst                      Conseiller technique

## Conseil de l'Entente

M. Muller                      Expert ONUDI

Instituts de Recherches Agronomiques Appliquées

M. Charpentier                      Représentant du GERDAT

Office de Promotion des Entreprises Ivoiriennes OPEI

M. Latortue                      Directeur du Projet ONUDI

Association des Documentalistes, Bibliothécaires,  
Archivistes et Muséographes de la Côte d'Ivoire AOBAMCI

M. G. Cangah                      Président, ancien Directeur des  
Archives Nationales

Institut Africain de développement économique et social INADES

M. de Rosny	Directeur
Mlle. Vial	Bibliothécaire

Ambassade de France

M. Fort	Conseiller culturel
---------	---------------------

Mission d'aide et de coopération

M. Kientz	Chef de Mission
M. Tirot	Représentant du FNAC

Nations Unies

M. Smith	Représentant Résident du PNUD
M. Darboux	Représentant Résident adjoint

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

N° 402 PR/SG. cf

Abidjan, le 16 Juin 1979

à Madame et Messieurs les MINISTRES

A B I D J A N

Comme vous le savez les Sciences de l'informatique prennent un essor de plus en plus grand dans le monde moderne.

L'information devient synonyme de pouvoir et les Pays qui négligeront leurs équipements en ce domaine accroîtront rapidement leur infériorité par rapport aux Pays développés qui y trouveront une raison supplémentaire d'exercer de nouveaux monopoles.

Il est donc indispensable qu'une commission interministérielle se penche attentivement sur l'étude de ces divers problèmes qui ont déjà été abordés par certains d'entre vous.

En effet, les Ministères, Services Publics, Sociétés d'Etat, se doivent de ne pas procéder à une informatisation dispersée, définie en fonction de besoins ou de moyens particuliers, mais au contraire de l'insérer dans un contexte général, à partir des ressources nationales, en tenant compte des besoins communs et des situations spécifiques.

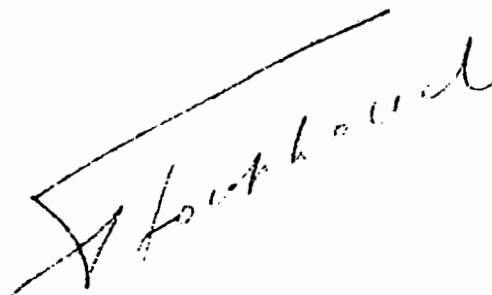
Je demande donc à M. le Ministre d'Etat Chargé de la Réforme des Sociétés d'Etat de me proposer la création de cette commission interministérielle, ainsi que les thèmes auxquels nous devons réfléchir avant d'arrêter les décisions qui s'imposent.

.../...

.../...

Je pense qu'il conviendrait d'insister notamment sur les notions de compatibilité des matériels et de détermination des logiciels et des données.

Il s'agit en somme d'arrêter les moyens de la meilleure coordination pour orienter notre action, homogénéiser les moyens et les méthodes, arrêter les plans de formation du personnel, et tout ceci en fonction de nos possibilités budgétaires.

A handwritten signature in dark ink, slanted upwards from left to right. The signature appears to be 'F. Houphouët' followed by a long, sweeping horizontal stroke that extends to the right.

Félix HOUPHOUËT - BOIGNY

ORGANISMES IVOIRIENS AYANT CREE OU ENVISAGE DE  
CREER UN CENTRE OU UN SERVICE D'INFORMATION  
SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

(Cette liste n'est qu'indicative — elle est établie d'après les rapports mentionnés dans la Bibliographie)

Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan  
(dont Centrale des Bilans)

Ministère de la Recherche Scientifique (préparation  
d'un catalogue collectif des périodiques)

Ministère de l'Agriculture

Ministère de la Justice - Banque de données sur les  
textes législatifs

Ministère des Eaux et Forêts

Université d'Abidjan - Bibliothèque et Centre de Documentation

Bibliothèque Nationale (Centre National de Documentation)

Archives Nationales - automatisation du Journal Officiel

Direction Générale des activités Industrielles (DGAI)

Bureau de Développement Industriel (BDI)

Chambre de Commerce - Service d'information

Chambre d'Industrie - Centre de documentation

SGBCI - Société Générale de Banques de Côte d'Ivoire -  
Service de documentation

AVB - Autorité pour l'aménagement de la vallée du Bandama

BETPA - Bureau d'Etudes Techniques pour le développement  
de la Production agricole

SODEMI - Société de développement minier ivoirien

EECI - Energie Electrique de Côte d'Ivoire

PETROCI - (Pétrole)

OPEI - Office de Promotion des Entreprises Ivoiriennes (fichier)

ONPR - Office national de promotion rurale

CICI - Centre Ivoirien du Commerce Extérieur

BIN - Bureau Ivoirien de Normalisation

IDREM - Institut de documentation de recherches et d'études  
maritimes

I2T - Société Ivoirienne de Technologie Tropicale

INADES - Institut africain de développement économique et social

ONFP - Office National de la Formation Professionnelle

BNTED - Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement

## EXTRAIT DU PLAN QUINQUENNAL 1976 - 1980

mise en œuvre de l'innovation. Et tout particulièrement serait monté le financement global de l'opération, pour une phase de lancement à définir. C'est dire que l'action du Bureau pourra sous cet aspect avoir un prolongement de nature bancaire.

Ainsi le moyen naturellement complémentaire à la mise en place de cet organisme de valorisation de la recherche serait l'encouragement et/ou la réalisation d'expérimentations sous forme, par exemple, d'unités-pilotes et ce, non seulement dans les secteurs productifs (agriculture, industrie, artisanat), mais également dans d'autres secteurs (éducation, culture, cadre de vie par exemple).

*c) Actions de développement de la réceptivité aux innovations chez les utilisateurs*

Les utilisateurs possibles de produits de la recherche doivent être sensibilisés aux potentialités des actions de recherche, afin que la mise en œuvre des innovations ne se heurte à aucune réticence.

La mise en œuvre des innovations doit également être encouragée par la suppression d'un certain nombre d'obstacles institutionnels, tels que des blocages administratifs qui pourraient résulter d'une excessive centralisation de certaines décisions. L'encouragement à la réalisation d'expériences pilotes locales en matière de cadre de vie, de formation, de culture prend à cet égard une extrême importance.

Le développement de l'information sur les innovations et le développement de l'esprit d'innovation dans le système éducatif, en liaison avec la réforme de l'enseignement seront également des facteurs de dynamisme qui viendront en appui à une valorisation rapide des produits de la recherche.

Ce moyen met l'accent sur la notion de réceptivité, d'une part, et sur celle d'utilisateurs potentiels, d'autre part.

Il suppose donc que chaque programme de recherche fasse l'objet d'une identification aussi précise que possible des utilisateurs possibles de l'innovation espérée ou déjà acquise, au sein ou en dehors d'une profession directement concernée par elle.

Une fois opérée cette identification, d'abord en termes relativement généraux de secteurs professionnels, puis de façon plus précise et même nominative, des séminaires pourraient être organisés autour d'une innovation donnée.

Ces séminaires destinés à développer la réceptivité aux innovations devraient être axés sur les problèmes de l'application de l'innovation (incidences organisationnelles, incidences en matière de coût, d'approvisionnement, etc.) beaucoup plus que sur l'aspect scientifique de l'innovation elle-même.

Dans chaque grand domaine, ils pourraient commencer à se développer à partir de l'étude de cas ayant déjà fait l'objet d'expériences pratiques et permettant un recul suffisant pour mesurer toutes

les difficultés pratiques d'application et tous les avantages qui en ont été retirés.

Enfin, on peut aller plus loin encore dans cette voie et songer à associer utilisateurs et chercheurs sur les problèmes d'application des résultats du programme de recherche antérieurement à l'atteinte définitive de ces résultats.

Cette antériorité organisée de la liaison chercheurs-utilisateurs suppose que dès le lancement d'un programme de recherche, soit formulé par les chercheurs, déjà en liaison avec des utilisateurs potentiels, un ensemble d'effets attendus de la recherche. Les objectifs étant ainsi affichés, des rendez-vous périodiques, permettant de faire le point, devraient permettre non seulement le suivi du programme de recherches, mais éventuellement sa réorientation telle qu'elle serait souhaitée par les utilisateurs. Au cours de ces « rendez-vous », des exercices de simulation pourraient être entrepris, qui, anticipant sur les résultats définitifs de la recherche, auraient pour effet de faire mesurer par les utilisateurs les incidences économiques ou de gestion de ces résultats, et de montrer aux chercheurs les voies les plus « économiques » dans lesquelles, pour satisfaire aux exigences des utilisateurs, ils devraient engager les dernières phases de leurs recherches.

L'ensemble de ces actions pourrait être mis en œuvre par l'organisme chargé de la valorisation des résultats de la recherche, en liaison avec l'organisme chargé de la diffusion et de l'adaptation des technologies et des innovations dont la création est envisagée ci-après (objectif 3).

**Moyens de l'objectif 3 : Organisation de l'information scientifique, technique et concernant l'innovation en vue de son exploitation pour le développement du pays**

Les activités de recherche scientifique ne constituent en effet que l'un des moyens d'acquérir les connaissances nécessaires au développement. L'effort de documentation et de captation des innovations en constitue le complément naturel et indispensable, permettant, soit de rendre inutile certains programmes, soit de limiter la recherche aux adaptations nécessaires au contexte local.

L'organisation de l'information scientifique contribue également à la valorisation des produits de la recherche, en assurant leur diffusion efficace.

De ce fait, les moyens d'atteinte de cet objectif concernent, d'une part l'inventaire et l'organisation rationnelle de la documentation disponible en Côte d'Ivoire, d'autre part la mise en place d'un système de recherche et d'exploitation de l'information, axé notamment sur la captation des innovations, système qui constitue un complément indispensable à toute politique de recherche scientifique.

Deux moyens stratégiques seront donc retenus :

- création du Centre National de Documentation Scientifique et Technique,
- création d'un organisme chargé de la diffusion et de l'adaptation des technologies et des innovations.

a) *Centre National de Documentation Scientifique et Technique (C.N.D.S.T.)*

La conception et la mise sur pied du C.N.D.S.T. sont une responsabilité du Ministère de la Recherche Scientifique en liaison avec les principaux départements ministériels intéressés (Plan, Agriculture, Education, Construction et Urbanisme).

Les principes suivants devraient guider la conception de ce Centre :

1. - *Etudes préliminaires à la création du C.N.D.S.T.*  
Celles-ci devront notamment porter sur :

- l'inventaire du potentiel de documentation existant en particulier dans les Instituts et à l'Université, comprenant l'étude du fonctionnement et de l'utilisation des centres de documentation, ainsi que des budgets consacrés à cette activité ;

- l'amélioration de l'organisation interne des centres de documentation et la recherche de complémentarités entre centres ; l'harmonisation des nomenclatures et procédures de classement des données, à la fois de manière interne à la Côte d'Ivoire, et en liaison avec les systèmes internationaux ;

- l'étude de factibilité détaillée du Centre National de la Documentation Scientifique et Technique, non seulement en ce qui concerne le fonctionnement matériel de cet organisme, mais aussi pour la définition de la contribution de celui-ci à la satisfaction des besoins actuels et prévisionnels de documentation pour l'ensemble des secteurs et plus particulièrement pour les nouveaux programmes de recherche et les nouveaux projets de développement.

2. - *Création du C.N.D.S.T. et organisation centralisée de l'information scientifique et technique*

Sur la base des résultats de ces études pourra être mise en place une *organisation centralisée de l'information*, associant le C.N.D.S.T. aux divers centres existants, préalablement réorganisés.

La création du C.N.D.S.T. se traduira alors par la mise en place d'un fichier central de la documentation scientifique et technique et de structures de diffusion et d'exploitation de l'information.

3. - *Mise en place au sein du C.N.D.S.T. d'un système de recherche et d'exploitation de l'information extérieure*

Le C.N.D.S.T., initialement axé sur l'organisation rationnelle du potentiel existant ne doit pas rester un simple appareil de stockage de données, mais doit se développer progressivement en structure

d'exploitation de l'information scientifique et technique, à rechercher à l'extérieur.

La mise en place du système de recherche et d'exploitation de l'information se fera sur la base d'études permanentes des besoins prioritaires et des potentialités de documentation extérieure.

Elle comprend deux volets, avec :

*La mise en place d'un réseau d'information*, notamment auprès d'organismes nationaux ou internationaux tels que la FAO, l'UNESCO, l'ONUDI, etc., ou encore avec l'aide des ambassades, avec la participation à des conférences internationales, à des voyages d'études, etc.

*La mise en place d'un système d'exploitation de l'information* : il est suggéré de créer au sein du C.N.D.S.T. un bureau spécialisé, intitulé « *Bureau d'information, de Recherche et d'Adaptation sur les Technologies et l'Innovation* ».

b) *Organisme chargé de la diffusion et de l'adaptation des technologies et des innovations (BIRATI)*

Les fonctions principales de cet organisme seront l'analyse des innovations, la recherche des applications au contexte local, l'étude des adaptations nécessaires, la diffusion auprès des utilisateurs.

Il sera important de ne pas cantonner ce bureau dans la technologie au sens strict, les innovations devant être captées dans les domaines les plus variés tels que cadre de vie, santé, culture, organisation sociale, etc.

L'étude et la mise sur pied de cet organisme doivent être confiées au Ministère de la Recherche Scientifique. On pourra envisager de coupler cet organisme avec celui chargé de la valorisation des résultats de la recherche dont la création a été envisagée ci-avant (objectif 2).

➤ **Moyens de l'objectif 4 : Promotion de cadres ivoiriens de la recherche**

Deux moyens stratégiques sont retenus :

- L'élaboration d'un statut satisfaisant des personnels de la recherche.

- La mise en œuvre d'un système cohérent de formation et de recrutement de cadres nationaux.

a) *Statut des personnels de la recherche*

L'une des conditions de base de l'ivoirisation de la recherche est l'existence de structures d'accueil offrant aux jeunes scientifiques nationaux des garanties sérieuses sur les plans juridiques et financiers. La mise au point d'un statut des personnels de la recherche (chercheurs, cadres de gestion et techniciens supérieurs) répondra à cette exigence.

PAYS D'AFRIQUE (AU SUD DU SAHARA) PARTICIPANT AUX SYSTEMES  
D'INFORMATION DES NATIONS UNIES

	UNISIST (1)	ISORID (1)	ISDS (2)	AGRIS (2)	CARIS (2)	INTIB (3)	SIR (4)
Côte d'Ivoire	x	x	x			x	
Benin		x		x	x	x	x
Cameroun		x		x			
Congo		x			x	x	
Empire Centre Africain				x	x	x	
Ethiopie				x	x	x	x
Gabon				x	x	x	x
Ghana	x	x	x		x	x	x
Guinée					x	x	
Haute Volta		x		x	x	x	x
Kenya		x				x	x
Liberia					x	x	
Madagascar				x	x	x	x
Mali				x	x	x	
Niger						x	
Nigeria	x	x	x	x	x	x	x
Sénégal	x	x	x	x	x	x	x
Sierra Leone				x	x		
Somalie		x			x	x	
Soudan		x		x	x	x	
Tchad					x	x	
Togo				x	x	x	
Tanzanie						x	x
Zaïre		x		x	x	x	x
Zambie				x	x		

- (1) sous l'égide de l'UNESCO  
 (2) sous l'égide de la FAO  
 (3) sous l'égide de l'ONUDI  
 (4) sous l'égide du PNUE

d'après le Répertoire des Systèmes et Services d'Information  
 des Nations Unies, Bureau Interorganisations pour les  
 systèmes d'Information - Genève 1978



P R E M I E R C O N G R E S D E L ' A D B A M C IR E S O L U T I O N S (P R O J E T)

Les Documentalistes, Bibliothécaires, Archivistes et Muséographes réunis du 17 au 19 Mai 1979 à l'occasion du 1er Congrès de l'ADBAMCI qui avait pour thème "Archives, Bibliothèques, Centres de documentation et Musées au service du développement de la Côte d'Ivoire" ont adopté les résolutions suivantes :

- Considérant que les Archives, les Bibliothèques les Centres de documentation et les Musées apportent une contribution essentielle à l'efficacité et au dynamisme de l'administration publique.
- Considérant que ces organes de l'information documentaire jouent un rôle primordial dans le développement culturel, social et économique de la Côte d'Ivoire.
- Considérant que l'histoire nationale écrite à partir de sources documentaires authentiques est un puissant ferment d'unité nationale
- Considérant qu'aucune véritable recherche fondamentale ne peut être entreprise sans documentation
- Considérant que le développement des infrastructures est indispensable pour une meilleure conservation de notre patrimoine documentaire.
- Considérant que la conservation de cette documentation nécessite des moyens financiers et matériels suffisants
- Considérant le rôle des professionnels dans la conservation et la diffusion de ce patrimoine documentaire

.../...

- Considérant le caractère spécifique de la formation des professionnels de l'Information documentaire et des musées, ainsi que l'évolution constante et le progrès rapide des sciences et techniques en ces domaines.

#### FELICITE

Le Parti et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire pour l'action entreprise au cours de cette décennie pour le développement des infrastructures nationales de la documentation.

#### REMERCIE

Le gouvernement et le Ministre des Affaires Culturelles pour le soutien moral et l'aide matérielle qu'ils ont bien voulu apporter à l'ADBAMCI dans le cadre de son premier congrès

#### REMERCIE

La déléguée de l'AIDBA pour sa participation aux travaux du Congrès

#### APPROUVE

Les recommandations de la Conférence inter-gouvernementale de l'UNESCO sur la planification des infrastructures nationales en matière de Documentation de Bibliothèque et d'Archives tenue à Paris du 23 au 27 Octobre 1974

#### RECOMMANDE

- L'intégration du développement des Bibliothèques, des Archives des Centres de Documentation et des Musées dans le plan national de développement
- L'octroi de moyens financiers suffisants pour permettre aux organes de l'information documentaire et aux musées de jouer leur rôle dans le développement national

.../...

Proposition de modification de la recommandation n° 4 figurant page 3, deuxième paragraphe :

Texte actuel :

- La désignation ou la création d'un organe national de la documentation

Texte proposé :

- La création d'un organe de la documentation, sous autorité interministérielle pour prêter assistance aux centres et services de documentation afin de coordonner et regrouper leurs efforts pour une meilleure exploitation et circulation de l'information au plan national, régional africain et international.

S. Pillet

16 juin 1979

- La participation des professionnels de la documentation à l'élaboration de chaque prise de décision liée à la construction nationale
- La désignation ou la création d'un organe national de la documentation
- L'établissement d'un répertoire national des centres de documentation, bibliothèques, archives et musées
- Le renforcement de la liaison entre la recherche scientifique et les organes de documentation scientifique et technique
- L'élaboration et l'adoption d'un code de déontologie de la profession afin d'éviter les recrutements et intégrations fantaisistes et de sauvegarder l'image de marque de la profession
- La création d'un corps scientifique de haut niveau des Bibliothèques, Archives, Centres de Documentation et Musées
- L'amélioration des conditions de travail des personnels des Bibliothèques, Archives, musées et Centres de documentation
- La révalorisation des conditions salariales des personnels des Archives, des Bibliothèques, des Centres de documentation et des Musées
- La création du statut particulier des Reprographes, relieurs et restaurateurs des Bibliothèques, et des Archives et des musées
- La création

1°/ d'un Institut National des Sciences et Techniques de l'Information et de la Documentation (INSTID) qui comporterait trois cycles :

.../...

- le cycle supérieur de très haut niveau formerait le personnel scientifique (les Conservateurs et Administrateurs des Services de Documentation)

- le Cycle moyen supérieur formerait les Assistants du personnel scientifique

- le cycle moyen formerait les Techniciens Supérieurs des organes nationaux de l'information documentaire

2°/ Une Ecole Pratique d'Archivistique, Bibliothéconomie et Documentation fonctionnant sous le contrôle de l'INSTID

- La sauvegarde de l'ensemble des archives publiques et privées ayant pris naissance sur le territoire national ainsi que le rapatriement des archives se trouvant à l'étranger
- L'aménagement en liaison avec les Archives Nationales de locaux appropriés à la conservation des Archives dans tous les édifices devant abriter des administrations publiques
- L'octroi à la Direction des Archives Nationales de moyens accrus et adéquats de conservation des archives et plus particulièrement la construction de l'édifice des Archives de Côte d'Ivoire de même que la construction de dépôts régionaux d'Archives
- La réorganisation de la Régie du dépôt légal
- L'érection de la Bibliothèque Nationale en une direction
- La création d'un Centre de Publication et de reprographie au Ministère des Affaires Culturelles
- La création d'une Direction du livre

.../...

- La construction d'une bibliothèque ou d'un complexe culturel dans les départements à l'occasion des fêtes tournantes de l'Indépendance
- Le développement des sections de littérature enfantine dans les bibliothèques publiques
- La reconstruction de la Bibliothèque Centrale et la création des bibliothèques de quartiers à Abidjan
- La création d'un système de biblio-bus pour l'intérieur du pays
- Le développement des bibliothèques scolaires et l'initiation des formateurs aux techniques de bibliothéconomie
- La réalisation d'émissions télévisées destinées aux utilisateurs pour les aider à constituer et gérer une bibliothèque scolaire
- La création d'un conseil de bibliothèque par établissement scolaire
- La distribution des livres aux établissements scolaires suivant ~~leur~~ effectif
- La construction du musée national
- La collection de pièces de musée représentative de toutes nos régions et de toutes nos valeurs culturelles
- L'édition de textes juridiques destinés à protéger les objets d'art
- La création de musées régionaux
- La création d'un établissement national ou régional de formation des personnels techniques et scientifiques des musées

.../...

- La formation professionnelle des Techniciens et personnels scientifiques des Musées
- Aux entreprises publiques, para-publiques et privées la formation et la promotion des bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes à leur service.

Fait à Abidjan le 19 Mai 1979

SIGLES ET ABREVIATIONS

ADBAMCI	Association des Documentalistes, Bibliothécaires, Archivistes et Muséographes de Côte d'Ivoire
AGRIS	Système international d'information pour les sciences et en technologie agricoles (FAO)
BDI	Bureau de développement Industriel
BIT	Bureau International du Travail (Nations Unies - Genève)
BNIST	Bureau National d'Information Scientifique et Technique (France)
CARIS	Système d'information sur les recherches agronomiques en cours (FAO)
CNDST	Centre National de Documentation Scientifique et Technique
EBAD	Ecole des Bibliothécaires Archivistes et Documentalistes (Dakar)
EECI	Energie Electrique de Côte d'Ivoire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
GERDAT	Groupeement d'Etudes et de Recherches sur l'Agronomie Tropicale (France)
INTIB	Banque d'Informations Industrielles et Techniques (ONUDI)
ISDS	Système International de données sur les publications en série (UNESCO)
ISORID	Système International d'Information sur les recherches en matière de documentation (UNESCO)
IST	Informatique scientifique et technique
OCDE	Organisation de coopération pour le développement économique
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisations des Nations Unies pour le développement industriel
OPEI	Office de promotion des entreprises ivoiriennes
ORSTOM	Office de recherche scientifique et technique d'Outre Mer
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
SIR	Système international de référence aux sources de renseignement sur l'environnement (PNUE)
UNCSTD	Conférence des Nations Unies sur la Science et la Technologie pour le Développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNISIST	Programme Général d'information



# BIBLIOGRAPHIE

1. UNISIST. Abrégé de l'Etude sur la réalisation d'un système mondial d'information scientifique UNESCO 1971
2. Projet IVC/72/005. UNESCO - Centre national de documentation scientifique et technique, Rapport final Février 1974, Michel Menou
3. Mission Ministère de la Coopération - Bureau national de l'information scientifique et technique (BNIST, Mars 1977, Rapport M.F. Morin et R. Aubrac)
4. Mission PNUD - FAO Mars 1979. Rapport provisoire E. Samaha (sur la documentation agricole)
5. Mission Ministère de la Coopération - Bureau national de l'information scientifique et technique. Etude diagnostic sur l'Information scientifique, technique et économique en Côte d'Ivoire. Mars 1979, Rapport provisoire, V. de Rohan Chabot et J. Senegas
6. Opération Sauvegarde. Index Expérimental n° 0. République du Mali. Ministère du Développement Rural et SEDAGRI, Avril 1978
7. Formation professionnelle des Personnels d'Archives, de Bibliothèques et de centres de documentation en Côte d'Ivoire. Rapport préparé pour le Congrès de l'ADBAMCI, Mai 1979
8. Structures nationales des données socio-économiques primaires en Côte d'Ivoire dans Revue Internationale des Sciences Sociales, Vol. XXXI (1979), n° 1 (pp. 155 - 175), UNESCO par Guy Cangah
9. Répertoire des systèmes et services d'information des Nations Unies - Bureau interorganisations pour les systèmes d'information - Genève 1978
10. UNISIST II. Document de travail principal, UNESCO, PG1/UNISIST II/4, Mai 1979